

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Dette-hier-l-Amerique-Latine-aujourd-hui-l-Europe>

La Dette : hier l'Amérique Latine, aujourd'hui l'Europe

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mardi 13 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La crise que nous connaissons n'est en rien liée au commerce ou à la production de biens et services. Elle vient des banques, du secteur financier. Son origine est lointaine et de nature idéologique ; elle provient en fait de la déformation des idées d'Adam Smith par David Ricardo.

Si Smith admettait l'égoïsme patronal en tant que moteur du mouvement économique, encadré par certaines règles, Ricardo, lui, prônait l'élimination des restrictions. De trois, en particulier : l'émission de papier-monnaie, la surproduction industrielle et la circulation des capitaux.

L'émission de papier-monnaie produit dès lors une surproduction d'argent et la perte progressive du pouvoir d'achat. La surproduction industrielle engendra l'impérialisme commercial. Et la libre circulation du capital provoqua le phénomène spéculatif et les malversations internationales.

A l'heure actuelle, cette situation s'aggrave, se complique et se généralise avec l'existence de « produits financiers » - aujourd'hui, les services financiers se veulent industrie - qui circulent et sont acceptés sans aucune garantie de valeur, nationale ou internationale. Leurs noms prétendument techniques, recouvrent des euphémismes anglais : default swaps, derivatives, sub-prime ou quantitative easing. En réalité, le monde est victime d'un leurre qui émane de Wall Street et de la City. Rien de neuf, sinon que cette fois, les choses ont pris des proportions gigantesques.

Les antécédents de la dette souveraine

Depuis le XIX^{ème} siècle, se sont succédés, environ tous les 40 ans, des crises ayant le même point de départ. Toutes causées par l'effondrement de spéculations financières, qui débouche naturellement sur une guerre ; les deux guerres mondiales ne sont pas très éloignées de ce schéma. Le commerce d'équipements militaires, l'élimination des rivaux commerciaux et les richesses récoltées par le vainqueur, remettent à flots les banques en difficulté.

La crise européenne actuelle tout comme celle des années 80 prend sa source en 1944, à [Bretton Woods](#). C'est au cours de ces débats entre les éventuels vainqueurs que le dollar fut adopté comme monnaie de référence internationale afin de stabiliser l'économie mondiale d'après-guerre, mais garanti par un [étalon-or](#) de 35\$ l'once. Les Etats-Unis désavouèrent cet accord en 1971, année où ils cessèrent d'exporter le pétrole qui équilibrait leur balance commerciale. Ce fut sans doute un défaut de paiement de leur dette - de ceux qui scandalisent quand d'autres le font. Dès lors la Réserve Fédérale commença l'émission de dollars sans avoir de fonds, pour rétablir une balance commerciale déficitaire. Afin que perdure l'usage du dollar comme monnaie de référence, l'OPEP réduisit la production et imposa que la vente de son pétrole se fasse seulement en dollars : ce qu'on a appelé pétrodollars, créés dans ce but.

Cet excédent de pétrodollars ne pouvait pas être assimilé par les économies pétrolières et finit donc dans les coffres des banques, en majorité anglo-saxonnes. Mais les banques ne gardent pas l'argent, elles le font travailler. C'est ainsi que de très élégants banquiers s'en furent placer de l'argent dans des recoins du tiers-monde, proposant des prêts à faible taux d'intérêt et sans garanties.

C'est la fameuse dynamique du prêt de capitaux, dont on sait pertinemment qu'au lieu d'être employés dans un cycle de multiplication, ils vont être dilapidés en dépenses courantes, importation de produits industriels ou transactions

douteuses (corruption), dont les bénéfices retournent aux banques étrangères. Mais il reste la dette et l'Etat l'assume comme dette souveraine qui doit être honorée, en exploitant au maximum les ressources nationales grâce au seul programme d' « austérité ». Le résultat est nul, engendre du chômage et sert de prétexte à la privatisation des actifs du pays, essentiellement des services publics monopolistiques et indispensables.

Histoire de la dette latinoaméricaine

L'Amérique Latine traîne une dette extérieure chronique depuis son indépendance ; sa genèse a été magistralement décrite par le philosophe économique suisse Jean Charles Sismondi :

... « chez les nations opulentes la production était souvent déterminée, non par les besoins, mais par l'abondance des capitaux, et qu'alors, dépassant bientôt la consommation, elle produit une détresse cruelle. [1]
« L'ouverture de l'immense marché qu'offrait ... l'Amérique espagnole, m'avait paru l'évènement qui pouvait le plus soulager les manufactures anglaises. Le gouvernement britannique en jugea de même ; et dans les sept ans qui se sont écoulés depuis la crise commerciale de 1818, une activité inouïe s'est exercée pour faire pénétrer le commerce anglais jusque dans les parties les plus reculées du Mexique, de Colombie, du Brésil, de Rio de la Plata, du Chili et du Pérou... » Mais, quelque immense que fût le débouché qu'offrait l'Amérique libre, il n'aurait point encore suffi pour absorber toutes les marchandises que l'Angleterre avaient produites par-delà les besoins de la consommation, si les emprunts des nouvelles républiques n'avaient tout à coup augmenté démesurément leurs moyens d'acheter des marchandises anglaises. Chaque état de l'Amérique emprunta aux Anglais une somme suffisante pour mettre en action son gouvernement ; et, quoique ce fût un capital, il la dépensa immédiatement dans l'année comme un revenu, c'est à dire qu'il l'employa tout entière à acheter des marchandises anglaises pour le compte du public, ou à payer celles qui avaient été expédiées pour le compte de particuliers. De nombreuses compagnies furent en même temps formées, avec d'immenses capitaux, pour exploiter toutes les mines d'Amérique ; mais tout l'argent qu'elles ont dépensé est de même revenu en Angleterre pour payer ou les machines...ou les marchandises expédiées... »
Tout le temps qu'a duré ce singulier commerce, où les Anglais demandaient seulement aux Américains de vouloir bien acheter, avec des capitaux anglais, des marchandises anglaises, et de les consommer pour l'amour d'eux, la prospérité des manufactures anglaises a paru brillante. Non plus le revenu, mais le capital anglais a été employé à activer la consommation ; les anglais, achetant et payant eux-mêmes leurs propres marchandises qu'ils envoyaient en Amérique ne se sont épargnés que le plaisir d'en jouir eux-mêmes. « Jamais les manufactures anglaises n'ont eu plus de commandes que durant cette suite de spéculations de 1825, qui a si fort étonné le monde ; mais quand les capitaux ont été dépensés, et que le moment de payer est venu, tout à coup le voile est tombé, l'illusion a cessé, et la détresse a recommencé bien plus forte qu'elle ne l'était en 1818. » « **Nouveaux principes d'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population** », Sismondi, 1927. Livre quatre, Chapitre quatre. [2]

Cette dette Sud-Américaine vis à vis des banques anglaises fut vendue sur le marché des valeurs et provoqua des bouleversements dans toute l'Europe. C'est ainsi qu'on a vu surgir des coalitions de créanciers réclamant leur dû à grands coups de canons. L'exemple le plus célèbre en est l'occupation anglo-hispano-française de Veracruz, Mexique, qui s'acheva par le coup de balai donné au trône d'Iturbide, pour l'offrir à Maximilien d'Autriche. Dans les années 1980, l'Amérique Latine vit le même phénomène se répéter à cela près que ce ne furent pas les canonnières qui se chargèrent d'assurer le paiement, mais le FMI (Fonds Monétaire International), la BID (Banque Interaméricaine de Développement) et la Banque Mondiale. Aucun prince étranger ne fut intronisé ; aujourd'hui, il existe des moyens plus discrets et l'on confie le recouvrement à des politiciens locaux fiables. La valeur du paiement est d'autant plus importante que l'apparence de légitimité diminue le risque de rébellion violente. C'est exactement ce qui s'est passé en Amérique Latine durant les années de la « Décennie Perdue » (Década Pérdida).

La situation aujourd'hui

Après la triste expérience de la dette extérieure dans les pays du Tiers Monde, ces gouvernements, en règle générale, ont évité de s'endetter. La raison en est que certains sont encore en position débitrice et ne disposent ni des crédits ni de la volonté politique. Leurs malheurs n'ont amélioré que de façon provisoire les finances des

banques et d'autres joueurs invétérés des casinos financiers.

Peter Drucker expliquait que le flux de l'économie financière s'était séparé de celui de l'économie commerciale de biens et services ; précisant que son développement exponentiel était très souvent supérieur à celui de l'économie réelle. Selon lui, cette situation était due à l'émission, depuis 1971, de dollars inorganiques pour pallier le déficit commercial des Etats-Unis (Drucker, 1986). Emmanuel Todd avançait que le rôle des Etats-Unis semblait être d'alimenter l'économie mondiale en monnaie virtuelle (Todd, 2005). Mais à Wall Street ou à la City on a oublié l'un des principes de base de « Economie I » : l'argent n'est pas la richesse ; c'est juste un symbole.

Selon la Banque des règlements Internationaux, de Bâle (BRI, 2013) en avril 2013, se vendaient quotidiennement, de part le monde, 5,3 billions (trillions en anglais) de produits dérivés ; soit, chaque jour, l'équivalent d'un tiers du PIB des Etats-Unis. Le total estimé de ces produits en circulation tournait alors autour des 700 billions. Si l'on considère que le Produit Mondial Brut était de 75 billions en 2013, l'impossibilité d'intégrer cet argent imaginaire dans l'économie réelle devient évidente. C'est, techniquement et légalement parlant, la définition même de l'escroquerie. Le BIC ne dispose pas de chiffres plus récents, mais ceux de la période 2010-2013 indiquent une tendance à la hausse.

Cette surabondance de valeurs en augmentation, indépendante de la marche de l'économie réelle, résulte d'une combinaison mortelle entre la constante création cumulative d'argent inorganique de la part de la Réserve Fédérale des Etats-Unis - consortium de banques privées - et l'euphémisme de « quantitative easing -QE- » pour que les banques et autres puissent investir massivement en Bourse et faire ainsi remonter la valeur de leurs portefeuilles ; cela conjointement à une dérégulation exempte de toute prudence dans l'activité spéculative des banques.

Contrairement à l'économie réelle, socialement positive quand elle s'accroît parce qu'elle répartit des bénéfices entre tous les acteurs, l'économie spéculative est socialement négative. Ses protagonistes sont généralement des entreprises apatrides, sans liens sociaux. Elle a pour base une abstraction imaginaire, qui émet des papiers, appelés valeurs, parce qu'on leur suppose une garantie, qui vont se monnayer sur les places financières. En réalité, son principal objectif est la manipulation des perceptions de l'avenir, son unique mobile les gains à court terme, qui ne sont pas redistribués mais restent dans le circuit financier, en marge de l'économie réelle ; celle qui procure un bien-être social perceptible.

L'histoire de l'économie réelle est marquée par des crises qui précèdent le redressement des pays protagonistes, dont le déclin s'accompagne de guerres. Je crois que nous vivons l'un de ces moments. Les économies réelles des deux pays anglo-saxons disposant des deux plus importantes places financières donnent des signes évidents de récession, tandis que les cours de leurs bourses grimpent grâce aux claviers d'ordinateurs de leurs traders qui donnent l'illusion de créer la richesse. A coups de pianotage électronique, on fait grimper ou chuter les cours, sans que la réalité tangible ait changé le moins du monde. Les prix flambent, gonflant les ventes, jusqu'à éclater comme des bulles et chutent quand cessent les ventes.

En 2008 quatre de ces bulles spéculatives ont éclaté :

- 1. La bulle de matières premières et aliments, dont l'exemple type fut la « crise de la tortilla » au Mexique. De la même manière, les prix du maïs, du pétrole et des céréales s'étaient mis à faire le yoyo, sans augmentation de la consommation ni plus faible production ;
- 2. La bulle immobilière, stimulée par l'octroi de prêts faciles et d'hypothèque sur des biens de valeur moindre, vendues comme « Sub-Prime Mortgages » (Prêts Hypothécaires) au lieu de les appeler « saletés » ;
- 3. La bulle boursière, où les cours des actions et valeurs montaient et descendaient sans qu'il y ait

d'investissements majeurs ou d'impact sur les dividendes ;

- 4. Les bulles des bureaux de change, où les monnaies étaient à la hausse ou à la baisse sans changement notable des données macro-économiques des pays ;

Sauf la baisse des prix dans l'immobilier et la récupération des biens par les banques, rien, dans la pratique spéculative n'a foncièrement changé depuis 2008.

La fabrication de la crise européenne

En 2008, le dollar commença à perdre de sa valeur, ce qui menaçait mortellement l'hégémonie des Etats-Unis. Aux alentours de 2010, la grande presse prit l'initiative d'une campagne contre l'Euro, faisant écho aux déclarations pessimistes des propres politiques de « l'establishment » européen et des organismes financiers internationaux. La présumée faiblesse de l'Euro venait de la crise de la dette publique de certains pays de la Zone-Euro. Pays endettés par leurs gouvernements qui ont payé sur des fonds publics le « sauvetage » de banques privées nationales. Cette dette ne provient pas d'un déséquilibre économique interne ; mais de la stupidité de ceux qui ont consenti des prêts à risques et de la malhonnêteté de ceux qui ont réglé des dettes étrangères avec de l'argent qui ne leur appartenait pas.

L'exemple emblématique de cette problématique fut la Grèce, dont le PIB, en 2011, représentait 1,5% de l'économie de l'Union Européenne et 2,6% de la Zone-Euro (Eurostat, 2014) ; elle n'avait donc pas le poids économique nécessaire, avec ses dettes, pour venir en renfort de l'économie qui soutient l'Euro. C'était un choix délibéré parce que la Grèce avec un PIB de 215 milliards d'euros et une dette atteignant 166% de son PIB, représentait un risque majeur et devait rembourser des intérêts plus élevés que le Japon, dont le PIB était de 4,4 billions d'euros et la dette de 228% du PIB (BM, 2014) ; mais telles ont été les estimations des évaluateurs de risques de Wall Street. Le même schéma s'est d'ailleurs répété avec le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie. Pour créer un climat de défiance vis à vis de l'économie européenne et...de l'Euro.

L'Union Européenne se trouve être la plus grande économie au monde et le principal exportateur. Son second partenaire économique est la Chine, avec 428 milliards d'euros (567 milliards de dollars) et le premier, les Etats-Unis, avec 444 milliards d'euros (Eurostat, 2013). Comme l'économie chinoise croît en moyenne de 7,7% et celle des Etats-Unis de 2,5% (BM, 2013), il est probable qu'en 2014 la Chine devance les Etats-Unis comme principal partenaire européen. En ce qui concerne la Chine, l'Union Européenne est déjà son principal partenaire commercial. En 2014 le PIB de l' UE atteindra 14 303 billions d'euros (18.451 billions de dollars américains) selon le FMI et son excédent commercial se montait déjà à 18,5 milliards d'euros en septembre 2014 (Eurostat, 2014). L'économie européenne réelle n'est pas malade, c'est son secteur financier qui a subi la contagion du secteur financier anglo-saxon. Et les pressions politiques hégémoniques n'y sont pas forcément étrangères.

Ce sont les banquiers allemands, français, italiens, hollandais, qui rémunèrent grassement leurs cadres sans jugeote, qui ont acheté des valeurs de pacotille, émises par les banques anglo-saxonnes, pour les revendre aux banques des économies périphériques européennes : Grèce, Portugal, Espagne, Chypre & Co, qui, elles aussi payent bien leurs cadres. Aujourd'hui, ils ont des sueurs froides parce que les valeurs qu'ils ont vendues ont retrouvé leur cours réel et leurs clients ne peuvent s'acquitter de leur dette. Comme toujours, le FMI, la Banque Mondiale et la Banque Centrale Européenne sont intervenues pour accorder les crédits nécessaires au paiement des banques créancières ; à cela près qu'à Chypre, pour pouvoir payer les créanciers étrangers, la banque a aussi annexé l'argent de ses clients. Pendant un moment on a craint que la Grèce retourne au chaos. Mais il n'en sera pas ainsi car les banquiers du noyau dur européen veulent récupérer leurs créances en Euros. Un autre détail, dont on ne parle jamais, c'est que toutes ces obligations des banques dans les pays périphériques ont été garanties par des

couvertures de défaillance (Credit Default Swaps), dont les primes ont bien été perçues, mais que l'on n'utilise pas pour annuler les dettes parce qu'elles sont développées et commercialisées par les mêmes banques créancières.

L'accord transatlantique

Les Etats-Unis ont proposé à l'Union Européenne un Partenariat Transatlantique de Commerce et Investissement - TTIP-, qui prévoit l'intégration des deux économies. Diverses études économétriques ont été réalisées et toutes aboutissent à la même conclusion : cet accord reviendrait à remplacer les échanges commerciaux intra-communautaires par ...des échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Cela implique une désintégration européenne qui n'a pas l'air de choquer outre mesure le principal partisan de cet accord, la Commission Européenne ; cela donne une idée de qui commande à Bruxelles.

Selon une analyse de Jeronim Capaldo (GDAE/Tufts University, 2014) utilisant le modèle de la Politique Mondiale de l'ONU, les résultats dans les dix premières années seraient les suivants :

- 1. Pertes nettes au niveau des exportations européennes, principalement celles du Nord de l'Europe (2,7% du PIB, France (1,9%) Royaume- Uni (0,95%).
- 2. Pertes nettes en termes de PIB pour les pays du Nord de l'Europe (-0,5), France (-0,48) Allemagne (-0,29).
- 3. Pertes de revenus pour les travailleurs : France -5.500Euros par employé, pays de l'Europe du Nord 4,800Euros, Royaume-Uni -4,200Euros Allemagne -3,400Euros.
- 4. Perte de 600.000 emplois, 223.000 au Nord de l'Europe, 134.000 en Allemagne, 130.000 en France et 90.000 en Europe du Sud.
- 5. Réduction de la part des salaires dans le PIB, c'est à dire transfert de revenus du travail au capital. En France de l'ordre de 8% ; au Royaume-Uni, de 7% ; en Allemagne et Europe du Nord, de 4%.
- 6. Perte de recettes publiques pour les Etats, par la baisse des recettes des impôts indirects. France 0,64% du PIB et dans tous les pays, des déficits publics plus grands que ceux liés à l'accord de Maastricht.
- 7. Plus grande instabilité et déséquilibres financiers, dus à la baisse des bénéfices à l'exportation, salaires moindres, revenus plus bas, ventes en baisse. Les bénéfices de l'investissement seraient soutenus par la hausse des prix répercutée sur les actifs ; Des bulles, autrement dit.
- 8. Vulnérabilité accrue à la moindre crise usaméricaine.

Les conclusions sont au nombre de deux :

a) les études demandées par la Commission Européenne n'utilisent pas le bon modèle et si l'on se réfère à celui de l'ONU, les résultats sont défavorables au TTIP ;

b) à un moment de faible croissance et d'austérité une réorientation commerciale réduirait les revenus du travail ce qui diminuerait l'activité économique.

Quant à la partie de la proposition relative aux *Investissements Etrangers Directs*, la France comme l'Allemagne ont fait savoir qu'elles n'étaient pas disposées à négocier des clauses permettant aux investisseurs de bénéficier d'une juridiction d'arbitrage extra-territoriale.

La Dette : hier l'Amérique Latine, aujourd'hui l'Europe

Nous pensons que l'économie européenne est encore saine, et que ses problèmes viennent de l'effet polluant du secteur financier anglo-saxon ainsi que des pressions commerciales exercées par les Etats-Unis sur de vieux clients stratégiques tels que l'Iran et la Russie. Les Etats-Unis souhaitent signer le TTIP, pour en finir avec le mauvais exemple de l'Etat de Bien-Etre européen, aspirer les ressources de la plus puissante économie, maintenir la fiction sur le marché des valeurs et conserver au dollar sa suprématie de monnaie internationale. De plus, cette politique de destruction des fournisseurs énergétiques européens, ou tout au moins de distance mise entre l'Europe et eux, est inquiétante. On dirait même que les Etats-Unis cherchent à éliminer les options énergétiques de l'Europe pour la rendre dépendante de ses douteuses ressources en gaz de schiste ; négocié en dollars, naturellement.

Conclusion : Comme l'a dit Louis XVIII, Roi de France et homme du monde, seule l'ambition ne vieillit jamais. Le système économique fondé sur le dollar tombe en lambeaux, mais l'ambition le maintiendra debout jusqu'au bout.

Umberto Mazzei pour [Alai-Amlatina](#)

***Umberto Mazzei**, IREI SISMONDI, Ginebra ireigeneve@gmail.com, www.ireisismondi.org

[Alai-Amlatina](#). Equateur, 7 janvier 2014.

Références Bibliographiques

- ▶ **Sismondi, Jean Charles** (1827). Nouveaux Principes de Economie Politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population. Paris : Delunay.
- ▶ **Drucker, Peter**. (1986). *The Changed World Economy*, Washington : Foreign Affairs.
- ▶ **Todd, Emanuel**. (2002). Après l' Empire : essai sur la décomposition du système américain. Paris : Gallimard.
- ▶ **Capaldo, Jeronim**, 2014. *The Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership : European Disintegration, Unemployment and Instability*, GDAE Working Paper 14-03, Tufts University, Medford, MA.
http://ase.tufts.edu/gdae/policy_re...
- ▶ BIC / BIS, 2014 *Bank of International Settlements*, Basel : <http://www.bis.org/statistics/dt192...>,
- ▶ Eurostat, 2014 ; 2013, European Commission, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/do...>
- ▶ BM, 2014 ; BM 2013. World Bank. <http://databank.worldbank.org/data/...>

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, 13 janvier 2014.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Traduction officielle. NDLT

[2] Traduction officielle. NDLT